

D37 BRESIL: GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES DE SAO PAULO
POUR PROTESTER CONTRE DES MENACES D'EXECUTIONS SOMMAIRES

Nous, prisonniers politiques détenus à la Prison Tiradentes de Sao Paulo, communiquons aux Autorités compétentes et à l'opinion publique notre décision de faire la grève de la faim à partir de ce jour et jusqu'à ce que soient réintégrés parmi nous les camarades qui ont été emmenés d'ici de façon arbitraire pour être mis en régime d'isolement au Pénitencier d'Etat.

Comme si le fait ne suffisait pas que nous soyons soumis à toute sorte d'arbitraire - par exemple, le total non-respect par le régime de la Loi Café Filho toujours en vigueur et garantissant aux prisonniers politiques un régime spécial de prison sans rigueur pénitentiaire; comme si le fait ne suffisait pas de l'illégalité de la mesure d'isolement dans le secteur du Pénitencier d'Etat réservé aux criminels de droit commun - seuls sont envoyés dans cet établissement les prisonniers de droit commun condamnés à l'emprisonnement et, dans le cas de nos camarades, outre qu'il s'agit de prisonniers politiques, la plupart d'entre eux n'ont même pas été jugés bien qu'ils soient détenus depuis près de trois ans; nous sommes aujourd'hui à la merci d'une politique qui, sous prétexte de raisons administratives les plus diverses, met en place les bases rendant possible, à moyen terme et à long terme, l'application d'une série de mesures plus efficaces.

Personne n'ignore plus maintenant la vérité sur les circonstances de la mort de camarades, rendues publiques par le régime sous l'expression de "morts au cours d'une fusillade lors de l'arrestation". Bien que plus d'une année se soit écoulée (23 octobre 1970), personne n'a oublié l'assassinat du camarade Eduardo Leite (dit "Bacuri"), extrait de la cellule n° 1 du DOPS le 27 octobre 1970 malgré les protestations de plus de soixante prisonniers, et conduit dans les geôles de l'"Escadron de la Mort" pour y être massacré et tué le 8 décembre 1970. Pour justifier cette mort, ainsi que celle d'une centaine de camarades, on se sert de la comédie, ancienne et éculée, de la "tentative de fuite". De la même manière, personne n'ignore la politique utilisée par les nazis au cours de la Seconde Guerre Mondiale contre les juifs, ceux de Pologne en particulier, en les confinant d'abord dans le ghetto de Varsovie pour les isoler de la population, puis en les exterminant sans le moindre problème dans le ghetto ou dans des camps de concentration.

"techniquement plus avancés", tout cela au nom de la "Grande Allemagne".

C'est précisément parce que nous connaissons les conséquences à venir de la mesure d'isolement à laquelle sont soumis nos camarades - dont les noms ont été choisis par les deux Chambres de Justice Militaire de Sao Paulo - que nous posons comme condition à la cessation de notre grève de la faim, la cessation concrète de ces mesures d'isolement, et que nous profitons de cette occasion dès maintenant et par anticipation, pour rendre responsables les Autorités imposées par le régime actuel pour toute "tentative de fuite" ou pour toute autre mesure de représailles qui puisse être prise.

Par ailleurs, à partir de ce jour, nous n'accepterons comme garantie pour nous que la parole personnelle de l'archevêque de Sao Paulo, Dom Paulo Evaristo Arns.

Prison Tiradentes
le 12 mai 1972

(NDLR: Cette crainte des prisonniers politiques est motivée par le projet d'une "amnistie" qui serait concédée en septembre prochain par le gouvernement, à l'occasion des fêtes du 150e anniversaire de l'indépendance du Brésil, étant entendu que ne bénéficieraient de cette mesure de clémence que les prisonniers considérés comme "non-importants", les autres étant appelés à n'en pas bénéficier, voire à disparaître. A cet effet, le 11 mai 1972, quatorze (14) prisonniers ont été retirés de la Prison Tiradentes et mis en cellule d'isolement au Pénitencier d'Etat de Carandiru. Le 12 mai, les trois religieux dominicains ont suivi le même chemin)